



Les inscrits à France Travail à La Réunion au 2^e trimestre 2025

En moyenne au 2^e trimestre 2025, à La Réunion, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 175 860 (catégories A, B, C, D, E). Au 2^e trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 1 347 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 34 506 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 2^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 156 190. Parmi eux, 116 490 sont sans emploi (catégorie A) et 39 700 exercent une activité réduite (catégories B, C).

Au 2^e trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) baisse de 1,8 % (-3 230) et croît de 1,2 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C baisse de 1,4 % (-2 160) sur le trimestre et croît de 1,7 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse de 3,2 % (-3 820) ce trimestre et augmente de 1,5 % sur un an.

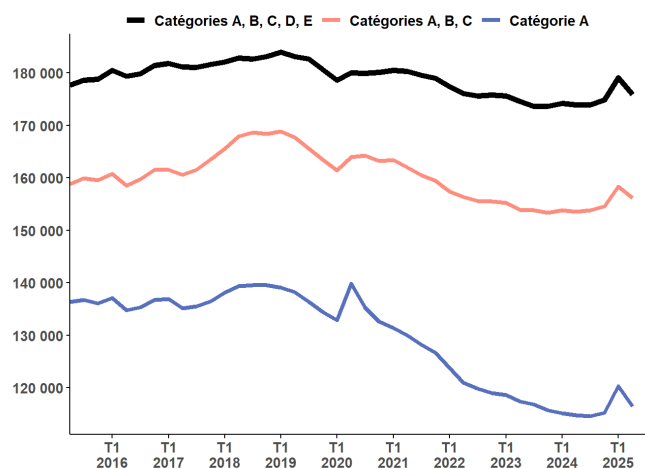
En France (hors Mayotte), au 2^e trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social diminue de 2,2 % (-141 200). Pour les catégories A, B, C il diminue de 2,2 % (-126 000). En catégorie A, il baisse de 5,7 % (-195 700) ce trimestre.

Hors bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 2,4 % ce trimestre et croît de 3,4 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

La Réunion

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du [Conseil national de l'information statistique \(Cnis\)](#). Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Cela a un effet à la hausse sur le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C. Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), ces deux modifications ont un effet moindre sur l'évolution du nombre d'inscrits en catégorie A et A, B, C. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail. (voir avertissement p.3)

Une [documentation méthodologique](#) est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail. Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).

Prochaine parution, le lundi 27 octobre 2025 : Les inscrits à France Travail à La Réunion au 3^e trimestre 2025.

Inscrits à France Travail par catégorie

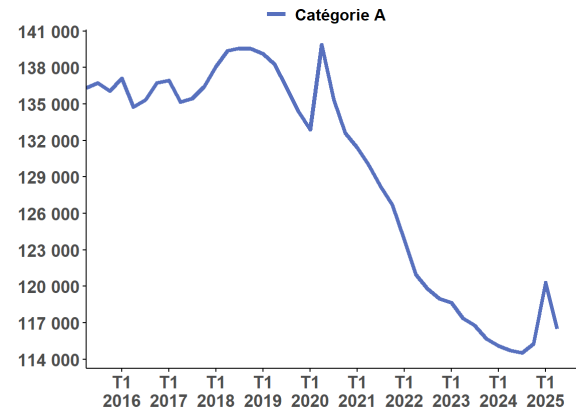
TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie
La Réunion, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
La Réunion					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	114 740	120 310	116 490	-3,2	1,5
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	15 980	15 140	15 600	3,0	-2,4
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	22 820	22 900	24 100	5,2	5,6
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	153 540	158 350	156 190	-1,4	1,7
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	7 810	8 160	7 950	-2,6	1,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	12 500	12 580	11 720	-6,8	-6,2
Inscrits ni en attente d'orientation, ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E)	173 860	179 090	175 860	-1,8	1,2
Inscrits en parcours social (catégorie F, données brutes)		676	1 347	99,3	
Inscrits en catégorie d'attente (catégorie G, données brutes)		38 302	34 506	-9,9	
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 014,2	3 408,1	3 212,4	-5,7	6,6
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	849,1	813,3	840,0	3,3	-1,1
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	1 526,5	1 516,7	1 559,7	2,8	2,2
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 389,8	5 738,1	5 612,1	-2,2	4,1
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	352,6	352,6	348,5	-1,2	-1,2
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	403,0	404,0	392,7	-2,8	-2,6
Inscrits ni en attente d'orientation, ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E)	6 145,3	6 494,6	6 353,4	-2,2	3,4
Inscrits en parcours social (catégorie F, données brutes)		26,6	111,8	320,1	
Inscrits en catégorie d'attente (catégorie G, données brutes)		809,3	887,8	9,7	

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

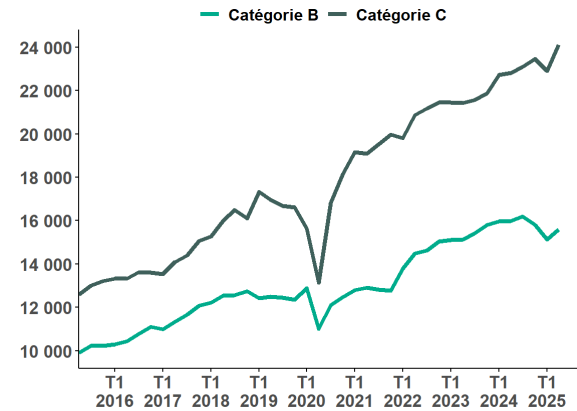
La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B et C

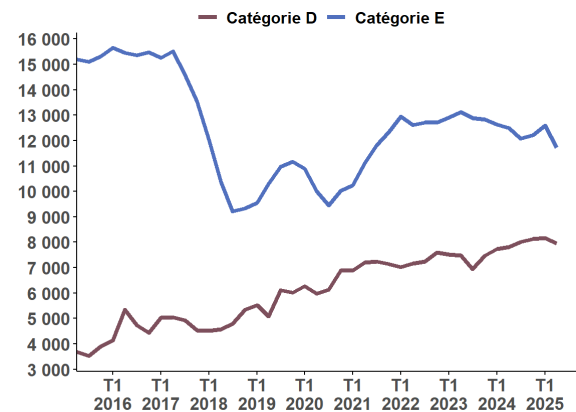
La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D et E

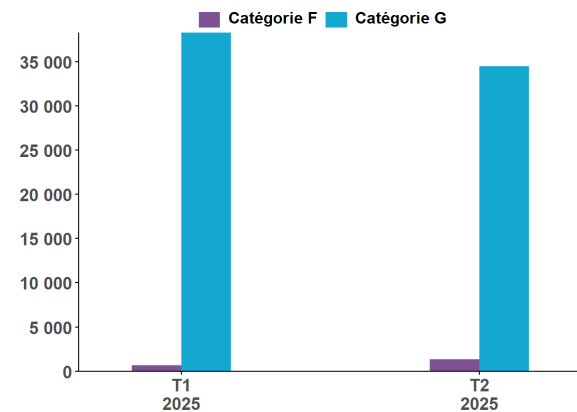
La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F et G

La Réunion, données brutes



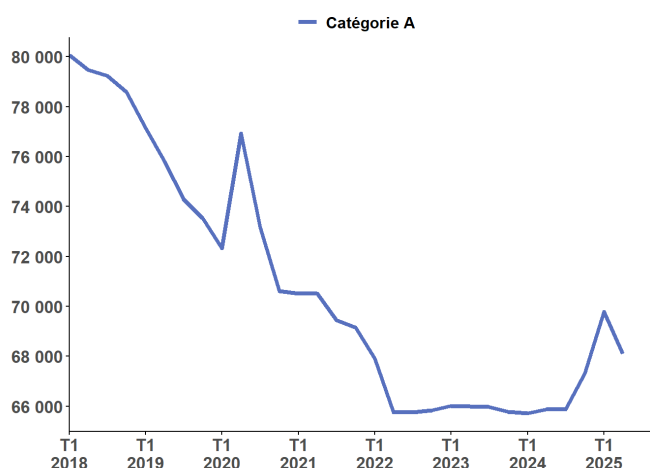
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'élargissement de l'inscription obligatoire à de nouveaux publics (en particulier aux demandeurs et bénéficiaires du RSA et aux jeunes en CEJ, AIJ ou en PACEA) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

La Réunion, données CVS-CJO

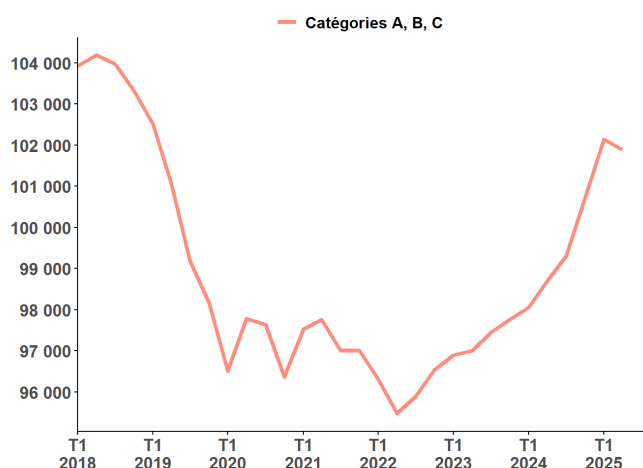


Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

nouveaux entrants. Ainsi, au 2^e trimestre 2025 à La Réunion, le nombre moyen d'inscrits hors demandeurs et bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ) diminue de 2,4 % pour les inscrits en catégorie A (+3,4 % sur un an) et diminue de 0,2 % pour ceux en catégories A, B, C (+3,2 % sur un an). En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi hors nouveaux publics (RSA, CEJ, PACEA, AIJ) diminue de 3,9 % pour les inscrits en catégorie A (+6,0 % sur un an) et diminue de 0,6 % pour ceux en catégories A, B, C (+3,6 % sur un an).

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

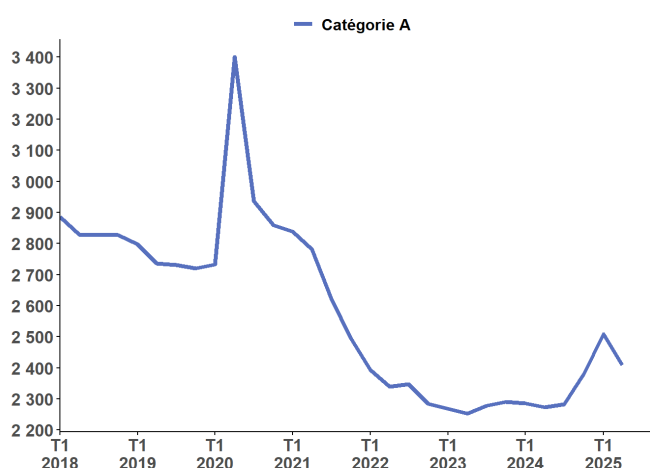
La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

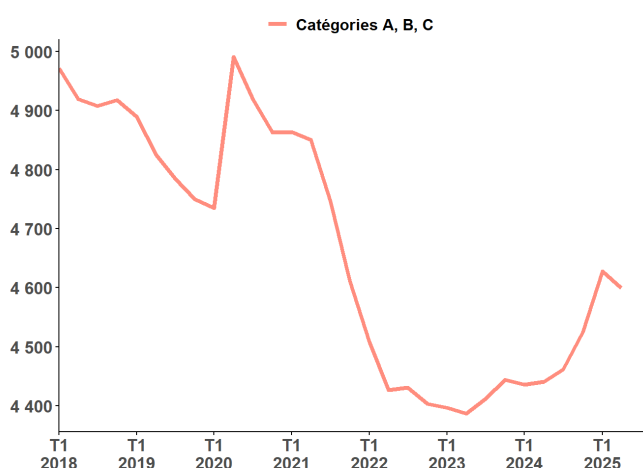
France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation et des sanctions

Depuis janvier 2025, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements ([Consulter le chiffre national](#)) :

– **Les règles d'actualisation ont été modifiées** : Entre *janvier 2025 et mars 2025*, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Au 1^{er} trimestre 2025, cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur les inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur les sorties des catégories A, B, C. Cette évolution a un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégories A, B, C. Depuis *avril 2025*, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT. Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, et à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

– **Le régime de sanctions évolue** avec l'entrée en vigueur en *juin 2025* du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

Demandeurs d'emploi par département et région d'Outre-mer (hors Mayotte)

Au 2^e trimestre 2025, dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM), hors Mayotte et La Réunion, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -4,3 % en Martinique et -2,2 % en Guadeloupe.

Sur un an, elles se situent entre +11 % en Guadeloupe et +12,5 % en Guyane. . Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre -6,6 % en Martinique et -3,7 % en Guadeloupe. Sur un an, elles se situent entre +0,7 % en Guadeloupe et +14,7 % en Guyane.

TABLEAU 2 | Inscrits à France Travail en catégories A, B, C

La Réunion, données CVS-CJO (catégorie ABC)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
La Réunion	153 540	158 350	156 190	-1,4	1,7
Guadeloupe	54 320	56 140	54 930	-2,2	1,1
Martinique	41 710	44 340	42 420	-4,3	1,7
Guyane	26 770	30 820	30 120	-2,3	12,5
France (hors Mayotte) - En milliers	5 389,8	5 738,1	5 612,1	-2,2	4,1

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 3 | Inscrits à France Travail en catégorie A

La Réunion, données CVS-CJO (catégorie A)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
La Réunion	114 740	120 310	116 490	-3,2	1,5
Guadeloupe	41 100	42 970	41 380	-3,7	0,7
Martinique	29 890	32 810	30 640	-6,6	2,5
Guyane	21 920	26 210	25 140	-4,1	14,7
France (hors Mayotte) - En milliers	3 014,2	3 408,1	3 212,4	-5,7	6,6

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

Au 2^e trimestre 2025, à La Réunion, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C baisse de 5,2 % pour les moins de 25 ans (+8,4 % sur un an), baisse de 0,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,7 % sur un an) et reste stable pour ceux âgés de 50 ans et plus (+0,5 % sur un an).

TABLEAU 4 | Ensemble des catégories A, B, C et A par âge

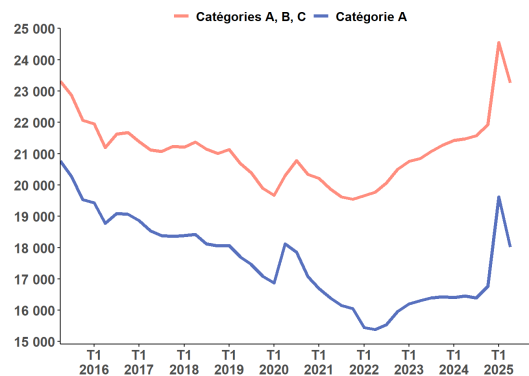
La Réunion, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories ABC	153 540	158 350	156 190	-1,4	1,7
Moins de 25 ans	21 470	24 550	23 270	-5,2	8,4
Entre 25 et 49 ans	86 220	87 650	86 830	-0,9	0,7
50 ans et plus	45 860	46 150	46 080	-0,2	0,5
Ensemble de la catégorie A	114 740	120 310	116 490	-3,2	1,5
Moins de 25 ans	16 450	19 620	18 020	-8,2	9,5
Entre 25 et 49 ans	62 100	64 150	62 390	-2,7	0,5
50 ans et plus	36 190	36 540	36 080	-1,3	-0,3

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

La Réunion, données CVS-CJO

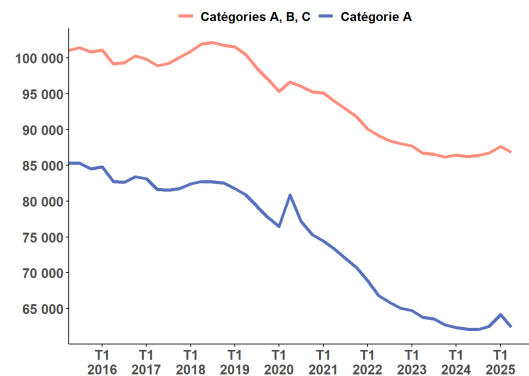


Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 8,2 % pour les moins de 25 ans (+9,5 % sur un an), baisse de 2,7 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,5 % sur un an) et diminue de 1,3 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (-0,3 % sur un an).

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

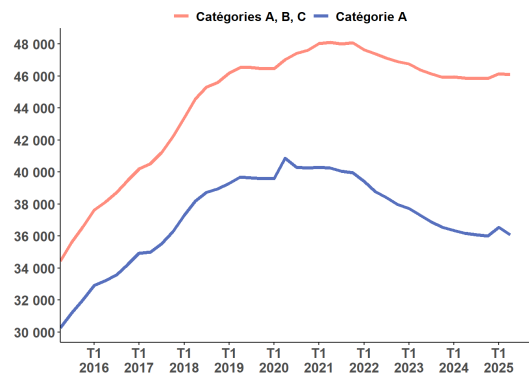
La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 12 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

La Réunion, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

Au 2^e trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 2,3 % (+4,9 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an baisse de 5,1 % (-1,5 % sur un an).

La part des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 1,9 pt (+1,6 pt sur un an) et s'établit à 52,5 % au 2^e trimestre 2025. En France (hors Mayotte), les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus représentent 43,7 % des inscrits en catégorie A, B, C.

TABLEAU 5 | Ancienneté ⁽¹⁾ en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

La Réunion, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025	2e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
<i>La Réunion</i>					
Moins de 1 an	75 370	78 180	74 210	-5,1	-1,5
Moins de 3 mois	27 880	29 760	25 640	-13,8	-8
De 3 mois à moins de 6 mois	19 700	19 940	19 790	-0,8	0,5
De 6 mois à moins de 12 mois	27 790	28 480	28 780	1,1	3,6
Un an ou plus	78 180	80 170	81 980	2,3	4,9
De 1 an à moins de 2 ans	30 010	31 730	32 710	3,1	9
De 2 ans à moins de 3 ans	13 770	15 390	16 040	4,2	16,5
3 ans ou plus	34 390	33 040	33 220	0,5	-3,4
Demandeurs d'emploi en catégories A,B,C	153 540	158 350	156 190	-1,4	1,7
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	50,9 %	50,6 %	52,5 %	1,9 pt	1,6 pt
<i>France (hors Mayotte) - En milliers</i>					
Un an ou plus	2 359,1	2 420,5	2 454,6	1,4	4
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	43,8 %	42,2 %	43,7 %	1,6 pt	-0 pt

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

⁽¹⁾ L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.

D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

Le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C à La Réunion au 2^e trimestre 2025 augmente de 13,7 % par rapport au trimestre précédent (+9,1 % sur un an). Les entrées pour fin de mission d'intérim (-20), démission (-20), rupture conventionnelle (-20), licenciement économique (-10), première entrée sur le marché du travail (-150), réinscription rapide (-240) et motif indéterminé (-130) sont en baisse. Les entrées pour fin de contrat (+20), autre licenciement (+10), retour d'inactivité (+120) et autres motifs (+2 110) sont en hausse.

TABLEAU 6 | Entrées en catégories A, B, C par motif

La Réunion, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 2e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	1 860	1,1	-9,7
Fin de mission d'intérim	140	-12,5	-30,0
Démission	380	-5,0	-20,8
Rupture conventionnelle	650	-3,0	-12,2
Licenciement économique	140	-6,7	0,0
Autre licenciement	300	3,4	-6,2
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	650	-18,8	-35,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	2 170	5,9	-13,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	2 130	-10,1	-22,0
Autres motifs ⁽⁴⁾	4 540	86,8	291,4
Motif indéterminé	900	-12,6	-33,3
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	13 850	13,7	9,1
France (hors Mayotte) - En milliers	713,7	19,6	26,8

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

TABLEAU 7 | Sorties de catégories A, B, C par motif

La Réunion, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 2e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	1 320	-12,6	-28,3
Entrée en stage ou en formation	1 530	4,1	-3,2
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	680	4,6	-5,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	8 870	78,1	50,6
Radiation administrative	850	-28,6	-42,6
Autres cas ⁽³⁾	1 270	6,7	19,8
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	14 520	32,1	15,5
France (hors Mayotte) - En milliers	756,8	42,4	36,3

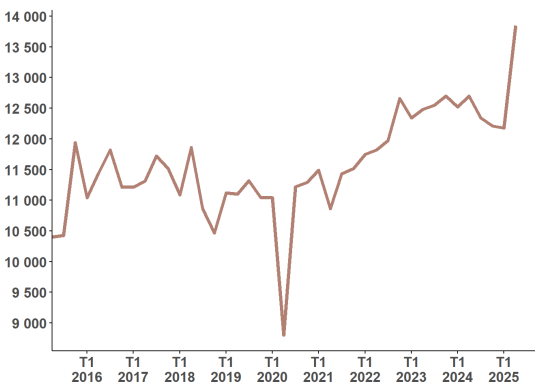
* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur la même période, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C augmente de 32,1 % (+15,5 % sur un an). Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-190) et radiation administrative (-340) sont en baisse. Les sorties pour entrée en stage ou en formation (+60), arrêt de recherche (+30), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+3 890) et autres cas (+80) sont en hausse.

En France (hors Mayotte) le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C augmente de 19,6 % entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 2^e trimestre 2025 (+26,8 % sur un an) et le nombre de sorties des catégories A, B, C croît de 42,4 % (+36,3 % sur un an).

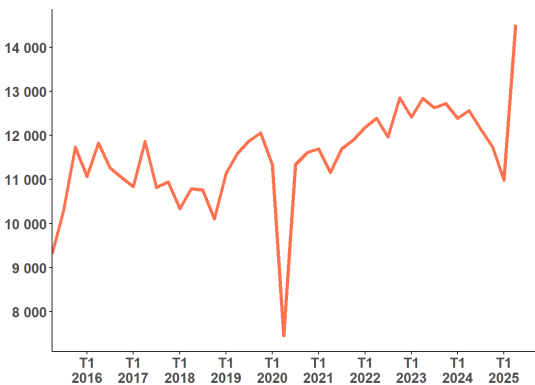
GRAPHIQUE 13 | Entrées en catégories A, B, C tous motifs

La Réunion, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 14 | Sorties de catégories A, B, C tous motifs

La Réunion, données CVS-CJO



ENCADRÉ • Source et Méthode

Source : La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné. Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne du nombre d'inscrits sur le trimestre passé, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielle de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

En application de la [loi pour le plein emploi](#) du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en PArcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le [site de la Dares](#)).

Éléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. Elles correspondent à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage.

Lorsque l'on souhaite interpréter les variations trimestrielles des séries d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser ce qui relève de mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables. Pour cette raison, les séries brutes sont corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) à l'aide de méthodes statistiques, afin de permettre une lecture ne tenant pas compte de ces effets. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Catégories statistiques d'inscrits à France Travail, chômeurs au sens du BIT

Depuis 2009, la Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du [rapport](#) du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :

- une catégorie F, qui réunit les personnes les plus éloignées de l'emploi qui sont orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories ne sont présentées qu'en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :

- (i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
- (ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
- (iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (plus de précisions sur le [site internet de la Dares](#)).

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une [datavisualisation](#) et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en [Open Data](#). L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).